

Le

M le Maire,

OBJET : Les services des Finances Publiques sont en danger

Monsieur le Maire,

En votre qualité d'élu local, les syndicats des Finances Publiques signataires ont jugé urgent de vous alerter sur l'évolution inquiétante des services de proximité de notre Administration après l'application de la démarche stratégique directionnelle, déclinaison de la « Modernisation de l'Action Publique (MAP) » à la Direction Générale des Finances Publiques pour les années 2013 – 2018.

Dans ce cadre, l'implantation des Centres des Finances Publiques, qui désignent aujourd'hui tant les anciennes trésoreries du Trésor Public que les ex-Centres des Impôts ou les Centres des Impôts Fonciers, va faire l'objet d'un schéma d'adaptation triennal comme le préconise la mesure arrêtée par le Directeur Général : « **Nous retenons une démarche pragmatique pour conduire la nécessaire adaptation de notre réseau.** »

À ce sujet, les organisations syndicales des Finances Publiques ne sont pas les seules à s'inquiéter. Au sein même de l'Assemblée nationale, certains députés s'interrogent sur les moyens insuffisants mis à disposition de notre administration pour pouvoir fonctionner. Ils partagent notre constat de la dégradation inéluctable du niveau de services rendus à tous les publics si ces choix budgétaires perdurent.

Alors que la situation sociale, économique et financière de notre pays justifierait que des moyens à la hauteur de ces enjeux soient donnés à la Direction Générale des Finances Publiques, il n'en est rien.

En l'espace de six ans, les agents des Finances Publiques auront subi une fusion qui leur a fait perdre de nombreux repères professionnels, plus de 10000 suppressions d'emplois et la réduction continue de leurs moyens de fonctionnement.

Alors que jamais la fréquentation de nos guichets n'a été aussi dense, la Direction Générale, incapable d'endiguer la dégradation constante des conditions de travail de ses agents et l'exercice des missions par ses services, mise sur le tout numérique.

Comme si déshumaniser totalement l'Administration était une réponse à la hauteur des défis actuels de notre société.

Ce scénario très technocratique, qui nie les réalités sociales, aura comme conséquence de retirer le dernier Service Public d'État encore présent aujourd'hui dans les zones rurales et périurbaines. Cela se traduit déjà par une perte de confiance de nos concitoyens dans le service public républicain, par une progression du non-consentement au paiement de l'impôt et des produits locaux et par l'augmentation des incivilités et des comportements agressifs.

Par ailleurs, au moment où l'État demande beaucoup aux collectivités locales, le regroupement des postes comptables éloignera le receveur municipal et le rendra moins disponible pour assurer la mission de conseil budgétaire et financier qu'il exerce aujourd'hui auprès de vous.

En soulignant aujourd'hui les effets prévisibles de la démarche stratégique, nous attirons votre attention sur l'évolution négative de notre réseau afin que vos administrés ne se retrouvent pas prochainement confrontés à un service minimum des Finances Publiques, voire à l'absence de service purement et simplement.

Recevez, Monsieur le Maire, l'assurance de notre attachement profond au service public républicain.

Pour les organisations syndicales des Finances Publiques signataires :


Bernadette PHILIPS (FO)



Jean DEBEAUSSART (CGT)



Pierre CRABIE (Solidaires)



Nos coordonnées :

Intersyndicale des Finances Publiques de l'Oise

FO - CGT - Solidaires
2 rue Molière
60000 Beauvais